

Daewoo supprime 240 emplois en Lorraine

by La Tribune - mardi, septembre 10, 2002

<https://www.correspondances.fr/daewoo-supprime-240-emplois-en-lorraine/>

Daewoo Electronics France ferme son usine de fours à micro-ondes à Villers-la-Montagne. Selon les syndicats, le groupe coréen doit à présent « assumer ses responsabilités et assurer un plan social honorable ».

Lundi, 14 h 45. La sirène retentit dans le hall de l'usine de fours à micro-ondes Daewoo à Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle). Crispées, les quelque 230 ouvrières en blouse blanche font silence. Déléguée CFDT de l'usine, Barbara Giarnori prend brièvement la parole : « *Daewoo Electronics France ne dépose pas son bilan. Mais le plan social concernera l'ensemble du personnel.* » Autrement dit, le site fermera ses portes et ses 240 emplois seront supprimés.

L'annonce suscite plus d'amertume que de colère. « *C'est une répétition de ce qui nous attend* », soupire un ouvrier de l'usine de tubes cathodiques de Daewoo, vaisseau amiral du groupe coréen qui emploie 550 salariés à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle). Plus ancienne implantation de Daewoo en Lorraine, Daewoo Electronics France (DEF) assurait depuis 1989 la production de fours à micro-ondes pour l'ensemble du marché européen. A plein régime, les cinq lignes de production assemblaient jusqu'à 7.500 fours par jour.

Production symbolique

En fait, la production n'a cessé de chuter jusqu'au 9 juillet dernier, lorsque la maison mère a rapatrié en Chine la production de fours à micro-ondes de gamme moyenne. En chômage technique depuis le 1er juillet, le site meurthe-et-mosellan, à court de composants et privé de moyens commerciaux, n'assure plus guère qu'une production symbolique.

Des trois usines lorraines de Daewoo, DEF présente à priori la situation la moins catastrophique. Contrairement aux deux autres sites - Daewoo Orion (tubes cathodiques) et Demsa (assemblage de téléviseurs) à Fameck (Moselle) -, qui totalisent une dette sociale de quelque 5 millions d'euros, l'usine de fours à micro-ondes de Mont-Saint-Martin s'acquitte de ses charges sociales. Le site, dont aucun chiffre d'affaires récent n'a été communiqué, ne présentait « *que* » 12 millions d'euros de pertes en 2000, auxquels s'ajoute une créance de 13 millions d'euros contractée par le groupe auprès de banques françaises. Le directeur de l'usine a d'ores et déjà indiqué que le coût du plan social incomberait aux pouvoirs publics. Or l'Etat, la région et les collectivités locales ont déjà subventionné les trois sites lorrains de Daewoo à hauteur de 96 millions d'euros.

Le conseil régional, qui avait commandité, en janvier dernier, un audit sur la situation des trois usines, l'a discrètement annulé début septembre, faute d'avoir obtenu de ses interlocuteurs coréens les réponses nécessaires. Plus prosaïquement, les résultats de l'audit n'auraient probablement servi à rien dans un contexte de désastre imminent.